

INVESTIR LE QUÉBEC POUR CRÉER L'AVENIR.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- le message du président du conseil d'administration
- le rapport de gestion
- le rapport de la direction
- les états financiers vérifiés complets, incluant les notes et le rapport des vérificateurs
- le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- le relevé des autres investissements
- le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DES RÉSULTATS QUI RELÈVENT D'EXCELLENTS CHOIX DE GESTION

Je suis particulièrement fier des réalisations de l'année 2008 et des résultats présentés dans ce rapport de gestion. Ils émanent d'une stratégie d'investissement éclairée qui mise sur une vision à long terme et l'accomplissement de la mission de développement économique de notre Société.

Or, dans un contexte où la conjoncture économique et l'accès au crédit s'avèrent difficiles, et où l'industrie du capital de risque accuse des baisses d'activités importantes, Capital régional s'inscrit plus que jamais comme un acteur essentiel dans le paysage financier québécois.

Les stratégies qui ont été implantées par notre gestionnaire, Desjardins Capital de risque, afin d'assurer l'équilibre de notre portefeuille global et d'optimiser sa liquidité, nous permettent de poursuivre nos investissements directs dans les entreprises et coopératives québécoises, même en creux de cycle.

De plus, notre souscription, qui est favorisée par l'octroi d'un crédit d'impôt de 50 % du gouvernement du Québec, assure le succès de nos levées de capital auprès des investisseurs épargnants, en leur procurant un rendement après impôts fort intéressant. Ce faisant, nous bénéficions de l'apport nécessaire en capitaux pour poursuivre notre mission, même si les prochains mois s'annoncent difficiles et le financement plus restreint. Nous pourrions ainsi accompagner nos entreprises partenaires qui pourraient éprouver des difficultés, et réaliser de nouveaux investissements dans les régions du Québec, dans un objectif de dynamiser l'économie de façon durable.

Depuis sa création, Capital régional est un véritable succès. J'aimerais donc remercier les principaux acteurs qui y contribuent : le gouvernement du Québec, qui nous donne les moyens d'assurer notre capitalisation, M. Louis L. Roquet et son équipe de Desjardins Capital de risque, qui gèrent notre fonds avec une grande rigueur, ainsi que les conseillers du réseau des caisses Desjardins, qui incitent de nombreux investisseurs épargnants à acheter les titres de notre Société.

André Lachapelle

Président du conseil d'administration

RAPPORT DE GESTION 2008

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société rejette toute intention ou toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir.

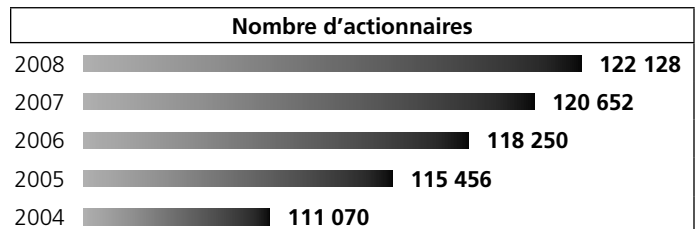
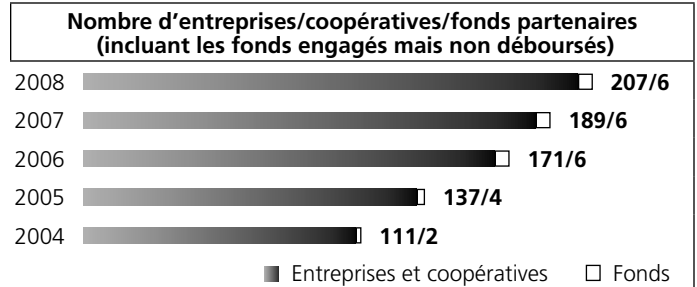
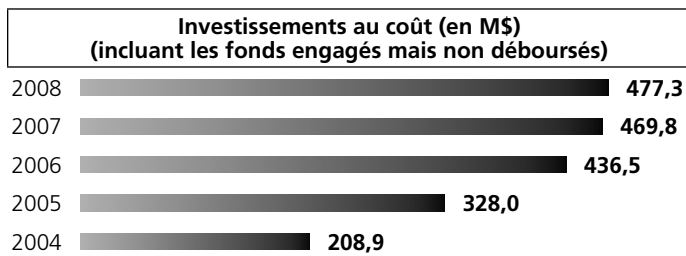
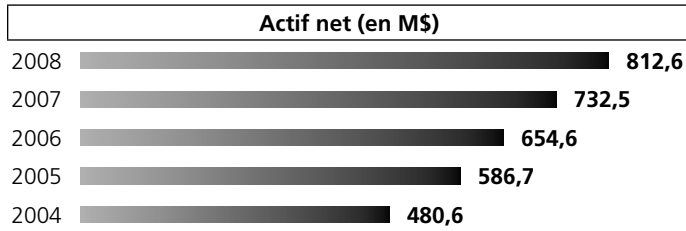
Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000 poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet d'aider à la compréhension des résultats financiers pour les cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels vérifiés de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES



	2008	2007	2006	2005	2004
Produits (en milliers \$)	39 520	32 015	27 386	21 717	19 963
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	(29 347)	(22 243)	(10 238)	6 751	(214)
Actions en circulation (en milliers)	85 159	74 097	64 139	56 600	46 905
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	3,1	3,4	3,5	3,6	3,7
Taux de rotation du portefeuille :					
- investissements à impact économique québécois (%)	9	11	7	17	1
- autres investissements (%)	83	33	38	47	267
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Émission de titres (en milliers \$)	126 440	101 763	79 544	100 605	101 716
Rachat de titres (en milliers \$)	17 016	1 611	1 401	1 234	1 062
Juste valeur des investissements à impact économique québécois (en milliers \$)	348 408	360 782	315 700	251 017	135 911

⁽¹⁾ Les frais d'opération comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	2008 (\$)	2007 (\$)	2006 (\$)	2005 (\$)	2004 (\$)
Actif net par action en début d'exercice	9,89	10,21	10,37	10,25	10,25
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	(0,35)	(0,33)	(0,17)	0,12	0,00
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,47	0,47	0,40	0,35	0,44
Charges d'exploitation	(0,30)	(0,35)	(0,34)	(0,33)	(0,39)
Impôts et taxe sur le capital	0,04	0,10	0,00	(0,04)	(0,03)
Gains (pertes) réalisés	(0,20)	(0,24)	(0,19)	0,16	0,18
Gains (pertes) non réalisés	(0,36)	(0,31)	(0,04)	(0,02)	(0,20)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats de titres	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00
Actif net par action au 31 décembre de l'exercice indiqué	9,54	9,89	10,21	10,37	10,25

SOMMAIRE

La Société a clôturé son exercice 2008 avec une perte nette de 29,3 M\$ (perte nette de 22,2 M\$ en 2007), soit un rendement négatif de 3,6 % (rendement négatif de 3,2 % en 2007), réduisant ainsi l'actif net par action de 9,89 \$ à 9,54 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice. Malgré le contexte économique particulièrement difficile du deuxième semestre de 2008, la Société a obtenu sur cette période un rendement négatif de 3,0 %. À ce prix de 9,54 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans, soit le 31 décembre 2001, obtient un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, de l'ordre de 9,2 %.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec. Il se répartit entre quatre lignes d'affaires et est composé essentiellement d'actions et de débetures. Cette activité affiche en 2008 un rendement négatif de 6,5 % comparativement à un rendement négatif de 4,6 % en 2007. Les difficultés rencontrées dans les secteurs des technologies de l'information et des télécommunications et de la santé et des biotechnologies, l'élargissement important des écarts de crédit entre les taux de base et les taux corporatifs ainsi que l'évolution négative des marchés boursiers expliquent ces rendements.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires. Il est composé d'obligations, d'actions privilégiées et de parts de fonds de fonds de couverture. Cette activité a généré un rendement de 4,7 % en 2008 comparativement à un rendement de 3,1 % en 2007. Ces rendements découlent principalement de la baisse des taux directeurs en 2008 qui a permis à la Société de générer un gain.

Au cours de l'exercice, les souscriptions recueillies se sont élevées à 126,4 M\$ alors que les rachats ont totalisé 17,0 M\$. En effet, près de 20 % des actions émises en 2001 lors de la première période de capitalisation et admissibles à un rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans ont été rachetées, expliquant en grande partie ce dernier montant. L'actif net a ainsi atteint 812,6 M\$, en hausse de 10,9 % par rapport à 2007. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2008 était de 122 128, en hausse de 1,2 % par rapport à 2007. Le coût des investissements à impact économique québécois réalisés ou engagés atteint plus de 477 M\$, dont près de 413 M\$ ont été déboursés.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

RÉTROSPECTIVE 2008

L'économie américaine est officiellement entrée en récession en décembre 2007 sous l'influence d'une correction majeure du marché immobilier et d'une diminution des dépenses de consommation. Cette contraction de l'économie américaine a eu des répercussions partout dans le monde, et la plupart des pays industrialisés ont aussi entamé une période de récession durant l'année 2008.

Au Canada, la progression de l'économie s'est avérée plutôt anémique au cours des neuf premiers mois de 2008. Les difficultés se sont toutefois accentuées à l'automne avec la diminution de la demande pour les matières premières et l'accentuation de la crise financière, ainsi que son impact sur l'économie mondiale. De plus, la demande intérieure, le pilier de la croissance économique au pays au cours des dernières années, s'est essouffée considérablement. Non seulement l'investissement résidentiel a commencé à diminuer, mais la progression des dépenses de consommation a été moins robuste. Ainsi, l'économie canadienne a vraisemblablement amorcé une récession au quatrième trimestre de 2008.

L'amplification de la crise financière à compter de septembre constitue l'un des événements les plus marquants de l'année 2008. De nombreuses institutions financières se sont retrouvées en difficulté à travers le monde, et l'accès aux liquidités sur les marchés internationaux s'est détérioré significativement. Les institutions financières canadiennes étant relativement bien capitalisées, elles ont affronté la crise sans trop de heurts. Les conditions de crédit se sont néanmoins dégradées au pays, en particulier auprès des entreprises, rendant ainsi le financement peu accessible et beaucoup plus onéreux.

Les gouvernements et les banques centrales ont cependant entrepris plusieurs actions concertées afin de contrer cette crise. Au Canada, les autorités monétaires ont injecté des liquidités. Le gouvernement fédéral, de concert avec certains gouvernements des provinces, a mis en place divers programmes afin d'amoindrir les effets de la crise et relancer l'économie et les marchés financiers. Enfin, la Banque du Canada a poursuivi la réduction des taux d'intérêt directeurs au pays. Le taux cible des fonds à un jour est ainsi passé de 4,25 % au début de l'année, à 1,50 % à la fin de 2008. Après avoir évolué aux alentours de la parité avec le dollar américain, cette diminution des taux d'intérêt, combinée à la baisse des prix des matières premières, a engendré une dépréciation du huard en deuxième moitié de 2008.

PERSPECTIVES 2009

L'année 2009 s'annonce encore difficile sur le plan économique et financier en Amérique du Nord. La plupart des indicateurs économiques signalent que la récession en cours se prolongera dans les premiers mois de l'année. En outre, la confiance des ménages et des entreprises est à un creux historique. Les pertes d'emplois se poursuivront donc vraisemblablement et le taux de chômage augmentera davantage.

Dans ce contexte, la nouvelle administration Obama a récemment mis en œuvre un ambitieux plan de stimulation économique et de baisses d'impôt aux États-Unis. Au Canada, le budget fédéral déposé en janvier 2009 comporte aussi plusieurs mesures visant à soutenir l'activité économique. Ces nouvelles mesures, ajoutées aux réductions des taux d'intérêt ainsi qu'aux autres actions déjà prises par les gouvernements et les banques centrales, devraient permettre une amélioration graduelle des conditions économiques. La récession aux États-Unis et au Canada pourrait donc prendre fin à la mi-année 2009 et laisser place à une légère croissance économique. Le Québec, qui a mieux résisté à la détérioration de la conjoncture nord-américaine en 2008, ne pourra pas éviter une période de contraction de son économie en 2009. En revanche, l'importance des investissements publics en infrastructures et des projets hydroélectriques ainsi qu'une bonne diversification de son secteur manufacturier permettront à la province de limiter l'ampleur de la récession, comparativement à celle de ses principaux partenaires commerciaux.

Sachant que les marchés financiers sont généralement précurseurs de la croissance économique, on attend le signal d'un changement de tendance des Bourses mondiales. Celui-ci ne viendra probablement pas avant quelques mois, et la remontée des marchés boursiers sera beaucoup moins spectaculaire que la descente. La possible amélioration graduelle des perspectives économiques mondiales à compter de la mi-année 2009 ouvrira également la voie à une hausse des prix des matières premières. Le huard, qui se situe à 0,82 \$US au 31 décembre 2008, pourrait donc en profiter et progresser vers 0,90 \$US à la fin de 2009.

MARCHÉ DU CAPITAL DE RISQUE

Après quatre années de croissance, l'activité québécoise de capital de risque a démontré une baisse importante en 2008, s'inscrivant dans un vaste mouvement de ralentissement sur les marchés nord-américains et mondiaux. Ce recul s'est clairement manifesté alors que 349 M\$ ont été investis au Québec en 2008, comparativement à 642 M\$ l'année précédente, représentant une baisse de 46 %. Notons que la décroissance de l'activité québécoise est comparable à celle de l'activité canadienne qui a également chuté de près de 36 %. Il s'agit de la première régression sur 12 mois du marché canadien depuis 2003, et les résultats annuels sont parmi les plus faibles depuis le milieu des années 1990.

Le ralentissement du marché québécois a eu un impact sur tous les secteurs technologiques et non technologiques. Contrairement aux tendances de l'année précédente, l'activité de 2008 a favorisé les secteurs des TI, attirant près de la moitié de tous les investissements. En 2007, ce sont les secteurs des sciences de la vie qui avaient attiré la part la plus importante.

Les sociétés en expansion ou en croissance ont été au centre de l'activité en mobilisant 59 % des investissements, alors que les entreprises en début de croissance en ont attiré moins de 30 %.

Mentionnons que la part des investissements dans la grande région de Montréal est restée au premier plan de l'activité en 2008, avec 73 % des dollars investis. La région de Hull-Gatineau s'est classée en deuxième avec une part de 11 %, suivie de Québec avec 6 % et Sherbrooke avec 5 %. Ainsi, les autres régions n'ont reçu que 5 % de tous les dollars investis au cours de l'année.

Finalement, la présence grandement affaiblie des fonds américains et étrangers a considérablement influencé les tendances québécoises en 2008. Depuis 2003, cette activité avait constamment progressé pour atteindre son maximum en 2007. En 2008, elle a chuté de 62 % pour ne représenter que 22 % de tous les investissements, ce qui a eu un impact considérable sur le montant moyen des transactions qui est passé de 3,4 M\$ en 2007 à 2,5 M\$ en 2008. Heureusement, les fonds fiscalisés et les fonds privés québécois ont continué à jouer leur rôle et à appuyer les entreprises dans un marché en profonde turbulence.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* (« la Loi ») adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement des caisses Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à être reconnue comme le partenaire stratégique privilégié des entreprises pour avoir créé de la richesse et contribué au développement économique durable partout au Québec.

MISSION

La mission de la Société est :

- De contribuer au développement économique du Québec et participer étroitement à l'essor des régions ressources, soit l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay – Lac-Saint-Jean (« les régions ressources »);
- D'injecter dans les coopératives et les entreprises du capital de risque et offrir l'expertise conseil pour stimuler leur démarrage, leur croissance et leur rayonnement;
- De procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.

La Loi prévoit certaines normes permettant d'encadrer cette mission. Ainsi, depuis l'exercice financier 2006, la part des investissements admissibles moyens de la Société, doit représenter au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent. De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (60 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités devraient être assumées par la Société.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissement, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec, à travers la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en favorisant la mise en place de coopératives de travailleurs actionnaires.

D'ailleurs, une étude d'impact économique réalisée par l'Institut économique de la statistique en 2008 démontre l'importance des impacts économiques directs et indirects des activités d'investissement réalisées par la Société.

OBJECTIFS

Afin de rencontrer sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux différents phénomènes socio-économiques tels que le transfert ou le rachat d'entreprises afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec.
- Valoriser les entreprises partenaires et gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement optimal à l'actionnaire.
- Compléter l'offre des centres financiers aux entreprises de Desjardins afin de permettre aux entrepreneurs l'accès à un guichet unique combinant le financement traditionnel et le capital de développement.

STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

Afin de bien répondre au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général, le gestionnaire de la Société regroupe ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires.

- La ligne d'affaires Capital de risque regroupe les secteurs de la santé et des biotechnologies, des technologies de l'information et des télécommunications. En 2008, un partenariat a été conclu avec BioScience Managers Limited, gestionnaires internationaux spécialisés en biotechnologies, dans le cadre d'une stratégie visant à maximiser la valorisation des investissements les plus prometteurs de ce secteur.
- La ligne d'affaires Coopératives et régions ressources regroupe l'ensemble des investissements dans des coopératives de même que les investissements inférieurs à 5 M\$ du secteur industriel en régions ressources.
- La ligne d'affaires Capital de développement est composée des investissements inférieurs à 5 M\$ du secteur industriel dans toutes les autres régions administratives du Québec.

- Enfin, la ligne d'affaires Investissements majeurs et rachats d'entreprises regroupe les investissements du secteur industriel de plus de 5 M\$ sur l'ensemble du territoire du Québec. Les investissements majeurs font référence aux investissements se situant entre 5 M\$ et 20 M\$ réalisés dans le but d'appuyer les entreprises ayant des projets de croissance ou d'acquisition. Ces investissements majeurs se traduisent par une participation minoritaire au capital-actions de ces entreprises. Par ailleurs, le rachat d'entreprises a pour mission d'investir sous forme de participation majoritaire au capital-actions d'une entreprise afin de permettre à un éventuel acquéreur ou une équipe de direction déjà en place de poursuivre les activités de celle-ci.

Le regroupement sous une même ligne d'affaires des investissements majeurs et des rachats d'entreprises permet de mieux répondre à la réalité de l'industrie du capital de risque, au phénomène du transfert entrepreneurial et aux besoins des entrepreneurs. Cette approche cadre parfaitement avec la tendance du marché du capital de risque, démontrant qu'une part importante des investissements est réalisée dans des entreprises plus matures et en expansion.

Fort de sa distinction coopérative, le gestionnaire de la Société, Desjardins Capital de risque, a élaboré des stratégies qui favorisent l'émergence de coopératives de travailleurs actionnaires permettant aux employés de devenir copropriétaires de leur entreprise aux côtés de l'équipe de direction et de Desjardins. Cette stratégie permet ainsi aux employés de participer au développement économique de leur région tout en partageant la richesse issue de leurs milieux respectifs.

La Société s'est également donné pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter les impacts sur la valeur de l'action des différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention des actionnaires.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société se décline ainsi :

- Les actifs financiers de la Société sont gérés de façon intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif du portefeuille d'investissements par la diversification.

- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement durable, de limiter la volatilité semestrielle de la valeur de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.
- Une portion suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédant de ses émissions d'actions.
- Une portion suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

GESTION DES RISQUES

Gouvernance des risques

Tout comme pour les actifs composant les différents portefeuilles, la gestion des risques est effectuée de façon globale et prend en considération tous les engagements contractuels de la Société. Conformément à sa politique sur la gouvernance, le conseil d'administration s'est doté de quatre comités, afin de l'appuyer dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle et de surveillance. Ceux-ci se répartissent le suivi et l'encadrement des différents risques et formulent des recommandations au conseil d'administration. Aussi, une partie de la gouvernance des risques est assumée par son gestionnaire.

Comité exécutif

Le comité exécutif a l'autorité et exerce les mêmes fonctions et pouvoirs délégués au conseil d'administration, sauf ceux expressément prévus par la loi constitutive de la Société. En plus des mandats spécifiques qui lui sont confiés de temps à autre par le conseil d'administration, il assume la supervision du processus d'évaluation annuelle de l'efficacité du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que de la performance des administrateurs. Il a également pour mission d'interpréter et d'appliquer la politique d'achat de gré à gré et de formuler des recommandations à cet égard au conseil d'administration. De plus, il reçoit trimestriellement du gestionnaire de la Société la liste des dossiers à risque, avec les mesures prises pour redresser la situation.

Comité de gestion des actifs financiers

Au mois de mai 2008, dans le cadre de la révision de la gouvernance de la Société, le conseil d'administration a remplacé le comité de placements par un comité de gestion des actifs financiers. Celui-ci a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers. À ce titre, le comité s'assure que la Société se conforme à toutes les politiques et directives touchant les actifs financiers et voit à la mise en œuvre et à la mise à jour de celles-ci. Il s'assure également de l'utilisation optimale des nouveaux produits afin de bonifier le rendement, le rapport rendement/risque et la position fiscale de la Société. Il vérifie que la gestion des actifs financiers puisse être faite de façon proactive tout en maintenant un niveau de risque acceptable et s'assure de la gestion des risques en conséquence. De plus, le comité est responsable du suivi de l'atteinte de la norme du 60 % et de la norme du 35 % et effectue le suivi de la performance de la Société.

Comité de vérification

Le comité de vérification est composé exclusivement de membres indépendants. Il est responsable de la surveillance du processus d'information financière. À cet effet, le comité analyse les états financiers trimestriels, semestriels et annuels, pour approbation par le conseil d'administration, la présentation de l'information financière, le système de contrôle interne, la surveillance des risques liés à l'information financière, les processus de vérification interne et externe, les procédés appliqués, la conformité réglementaire et tout autre élément confié par le conseil d'administration.

De plus, le comité s'assure de l'indépendance des vérificateurs externes et du vérificateur interne du Mouvement des caisses Desjardins pour les mandats effectués pour le compte de la Société.

Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie est composé exclusivement de membres indépendants du Mouvement Desjardins. Il étudie toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie de la Société et s'assure du respect des règles d'octroi et de révision des contrats qui y sont prévues. Il a aussi la responsabilité d'étudier toute situation potentiellement conflictuelle afin de formuler des recommandations au conseil d'administration. Il s'assure auprès du gestionnaire que les employés dédiés à la Société connaissent les règles du code d'éthique et de déontologie et que les mécanismes sont en place pour détecter et régler les situations déontologiques. Enfin, il évalue la recevabilité des candidatures pour les deux postes d'administrateur devant être élus par l'assemblée des actionnaires et statue annuellement sur l'indépendance de chaque administrateur.

Comités du gestionnaire

Le gestionnaire s'est doté de comités d'investissement et d'un comité d'évaluation de portefeuilles. Les comités d'investissement ont pour mandat d'approuver, à l'intérieur des paramètres des politiques et du plan stratégique définis par le conseil d'administration de la Société, des transactions d'achat ou de vente de participation dans les entreprises. Ces comités effectuent également un suivi trimestriel de la qualité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et rendent compte trimestriellement de leurs activités au conseil d'administration. Pour sa part, le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat de passer en revue toute l'information pertinente concernant les évaluations des entreprises partenaires et s'assure du respect du processus d'évaluation conformément à la réglementation applicable. Ce comité fait rapport au comité de vérification et au conseil d'administration.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant présente le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et membres de comités de la Société pour l'exercice 2008.

Noms	Conseil d'administration	Comité exécutif	Comité de vérification	Comité de gestion des actifs financiers ⁽¹⁾	Comité d'éthique et de déontologie	Rémunération ⁽²⁾ (\$)
(nombre de réunions)	(6 réunions)	(4 réunions)	(5 réunions)	(4 réunions)	(4 réunions)	
Barrette, Lorrain	6/6		5/5			20 700
Beaulieu, Gilbert	6/6			4/4		19 400
Boisvert, Jean ⁽³⁾	1/1		1/1			4 000
Bourdages, Évangéliste	6/6				4/4	25 900
Cousineau, Serge	5/6	4/4				18 000
Doyon, Maurice ⁽⁴⁾	5/5				1/2	15 500
Fortier, Camille	6/6			4/4		19 000
Fortin, Josée	6/6				4/4	19 400
Gauvreau, Pierre	6/6		5/5	2/2	2/2	26 800
Lachapelle, André	6/6	4/4		4/4		39 400
Laflamme, Jean				2/2		2 665
Landry, Jean-Luc				2/2		2 965
Lavoie, Yves	5/6	4/4				18 000
Morin, Bruno ⁽⁵⁾	6/6					10 000
Roquet, Louis L. ⁽⁶⁾				1/2		2 465
St-Pierre, Hugues	6/6		5/5			19 200
Voyzelle, Carole	6/6	4/4				19 000
RÉMUNÉRATION TOTALE						282 395

⁽¹⁾ Le comité de placements a été remplacé par le comité de gestion des actifs financiers le 22 mai 2008. À cette même date M. Pierre Gauvreau est devenu membre de ce comité alors que MM. Jean Laflamme, Jean-Luc Landry et Louis L. Roquet ont terminé leur mandat comme membres dudit comité.

⁽²⁾ Inclut la tenue de comités *ad hoc*, de sessions d'accueil ou de sessions de formation, le cas échéant.

⁽³⁾ M. Jean Boisvert a été remplacé par M. Maurice Doyon le 28 mars 2008.

⁽⁴⁾ M. Doyon est devenu membre du comité d'éthique et de déontologie le 22 mai 2008.

⁽⁵⁾ Un montant forfaitaire annuel de 10 000 \$ est alloué au directeur général et est versé à la Fédération des caisses Desjardins du Québec. La Société ne verse au directeur général aucune autre rémunération sous quelque forme que ce soit.

⁽⁶⁾ Rémunération versée à Desjardins Capital de risque.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidité ont été vérifiées par le vérificateur de la Société dans le cadre de la vérification des états financiers sur lesquels un rapport des vérificateurs a été émis le 12 février 2009.

Risques de marché

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont :

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur marchande totale de 420,6 M\$ (319,7 M\$ au 31 décembre 2007).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 20,8 M\$ (19,8 M\$ au 31 décembre 2007) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 386,3 M\$ (286,0 M\$ au 31 décembre 2007) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 9,1 M\$ du résultat net représentant une baisse de 1,1 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2008 (8,4 M\$ pour 1,3 % au 31 décembre 2007). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 9,4 M\$ représentant une hausse de 1,2 % du prix de l'action (8,8 M\$ pour 1,3 % au 31 décembre 2007). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en

portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 13,5 M\$ (14,0 M\$ au 31 décembre 2007) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

À la suite de l'accroissement significatif des écarts de crédit observé sur les marchés depuis juin 2008, une moins-value a été prise en compte pour l'ensemble des investissements à impact économique québécois effectués sous forme de débentures auprès des entreprises privées partenaires de la Société. Ces investissements totalisaient 145,4 M\$ au 31 décembre 2008 (154,4 M\$ au 31 décembre 2007). Un écart de taux d'intérêt supérieur de 1 % aurait eu comme incidence une baisse du résultat net de 2,6 M\$ représentant une baisse de 0,3 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2008. De même, un écart de taux d'intérêt inférieur de 1 % aurait eu comme incidence une hausse du résultat net de 2,8 M\$ représentant une hausse de 0,3 % du prix de l'action de la Société.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 1,46 % (taux moyen pondéré de 3,97 % au 31 décembre 2007). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer ne portent pas intérêt.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2008, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait sept entreprises cotées pour une valeur de 5,2 M\$ représentant 0,6 % de l'actif net (10 entreprises d'une valeur de 11,7 M\$ au 31 décembre 2007 représentant 1,6 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,4 M\$ respectivement (0,9 M\$ au 31 décembre 2007).

La Société détient également des parts dans un fonds de fonds de couverture. Ce type d'instrument est partiellement corrélé avec les rendements sur les marchés boursiers. À la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers, le gestionnaire de ce fonds de fonds de couverture doit procéder à sa liquidation ordonnée. La Société a donc subi en 2008 une perte non réalisée de 4,5 M\$. La liquidation ordonnée se poursuivra en 2009.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de devises

L'évolution de la devise influe sur plusieurs des entreprises avec lesquelles la Société est associée. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la

devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face afin de limiter efficacement leur risque de devises.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations du dollar américain représentent une juste valeur de 50,2 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2008, comparativement à 38,1 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2007.

La Société a implanté graduellement au cours de 2008 une stratégie de couverture systématique du risque de devise relatif aux investissements existants évalués en devise étrangère dont l'horizon de sortie est de plus de 12 mois, ainsi que pour toute nouvelle position en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2008, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 40 M\$US le 30 mars 2009 au taux de 1,216 \$CA/\$US.

L'exposition nette de la Société au dollar américain est donc de 1,0 M\$US (38,6 M\$US au 31 décembre 2007). Pour chaque appréciation de 0,01 \$ du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain, la Société perd 8 k\$ alors qu'elle gagne 8 k\$ pour chaque dépréciation de 0,01 \$ (respectivement 386 k\$ et 386 k\$ au 31 décembre 2007).

Risque de crédit et de contrepartie

De par sa mission d'investissement à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit lié au risque de pertes financières d'une entreprise partenaire. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à la réalisation possible d'événements négatifs.

Dans la quasi-totalité des cas, la Société n'exige pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contrevient aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements sont répartis entre les cotes 1 à 5 selon des ratios financiers. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote 5 selon les ratios font l'objet d'une révision mensuelle selon des critères qualitatifs prédéfinis afin de départager les entreprises entre les cotes 5, 6 et 7.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Cotes		(en milliers \$)	(en milliers \$)
1 à 4	Risque faible à plus élevé que la moyenne	264 189	261 988
5	À risque	72 631	84 404
6 et 7	À haut risque et en insolvabilité	11 588	14 390

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 31 décembre 2008		Au 31 décembre 2007	
	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	20,4	8,8	33,2	16,3
Autres investissements *	59,1	31,1	53,8	26,0

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 92,3 % (42,2 % au 31 décembre 2007) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

Risque de liquidité

Pour pallier les besoins de liquidité liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments qui ne sont pas opportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter, lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale, 35 % à 40 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations est égale à l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Résultat net et rendement du fonds

La Société affiche une perte nette de 29,3 M\$ pour son exercice clos le 31 décembre 2008 soit un rendement négatif de 3,6 % comparativement à une perte nette de 22,2 M\$ (-3,2 %) pour l'exercice précédent. Les rendements obtenus sur la même période par certains indices de marchés correspondant aux catégories d'instruments financiers détenus par la Société sont présentés à titre indicatif.

Instruments financiers	Pondération en % de l'actif net de la Société	Rendement 1 an au 31 décembre 2008 de la Société (%)	Indice de marché correspondant à la catégorie d'actif	Rendement 1 an au 31 décembre 2008 de l'indice (%)
Titres de participation en équité ⁽¹⁾	28,2	(11,5)	S&P/TSX	(33,0)
Titres à revenu fixe ⁽²⁾	68,3	4,2	DEX Univers	6,4
Pondéré		(0,4) ⁽³⁾		(5,1)

⁽¹⁾ Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les actions du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les titres à revenus fixes du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et ceux du portefeuille des autres investissements.

⁽³⁾ L'écart entre le rendement moyen pondéré des catégories d'actifs et le rendement de la Société de -3,6 % s'explique par les charges d'exploitation.

Ces résultats, qui se comparent avantageusement aux indices des marchés financiers, ne sont pas le fruit du hasard. Ils découlent des décisions mises en place par la Société. Ainsi, la stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives.

Pour les titres de participation en équité, la Société présente une perte inférieure à celle affichée par l'indice de marché correspondant. Au 31 décembre 2008, les sociétés publiques ne représentaient que 2,6 % des titres de participation en équité de la Société, ce qui contribue à expliquer cette bonne performance. Pour les titres à revenu fixe, la Société présente un rendement inférieur à celui de l'indice pour l'année 2008, en raison de la pondération importante de titres corporatifs provenant de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La Société a réussi ainsi à limiter les pertes dans un contexte économique des plus difficiles. Finalement, la Société se démarque en favorisant les investissements directs dans les entreprises partenaires plutôt que par l'entremise de fonds spécialisés. Cette stratégie a également contribué positivement au rendement de 2008.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissement à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de -3,2 % et 2,3 %. Les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts et taxe sur le capital complètent le rendement de la Société avec une contribution négative de 2,6 %.

Rendement par activité	2008				2007			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement	Contribution	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement	Contribution
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois	355	47,1	(6,5)	(3,2)	338	49,9	(4,6)	(2,3)
Autres investissements et encaisse	399	52,9	4,7	2,3	340	50,1	3,1	1,6
	754	100,0	(1,0)	(0,9)	678	100,0	(0,7)	(0,7)
Charges, nettes des frais d'administration			(2,9)	(3,0)			(3,4)	(3,4)
Impôts et taxe sur le capital			0,4	0,4			1,0	1,0
Rendement de la Société			(3,6)	(3,6)			(3,2)	(3,2)

Rendement par catégorie d'actif	2008				2007			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement	Contribution	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement	Contribution
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois								
Capital de risque	104	13,8	(23,2)	(3,5)	112	16,5	(16,0)	(2,8)
Coopératives et régions ressources	104	13,8	(0,8)	(0,1)	104	15,4	(5,4)	(0,8)
Capital de développement	60	8,0	13,3	1,0	47	7,0	13,0	0,8
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	87	11,5	(4,8)	(0,6)	75	11,0	4,7	0,5
Autres investissements et encaisse								
Obligations, actions privilegiées et liquidités	387	51,4	6,1	2,8	332	48,9	3,2	1,5
Fonds de fonds de couverture	12	1,5	(25,3)	(0,5)	8	1,2	6,3	0,1
	754	100,0	(1,0)	(0,9)	678	100,0	(0,7)	(0,7)

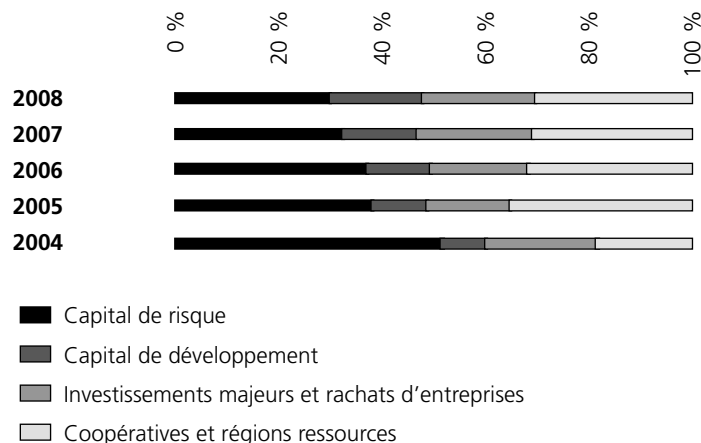
Investissements à impact économique québécois

Des déboursés de 68,5 M\$ réalisés au cours de l'exercice 2008 ainsi que des produits de cession perçus de 33,8 M\$ et des pertes de 48,9 M\$ ont eu pour résultat un portefeuille d'investissements dont la juste valeur totale, incluant les contrats de change, atteignait 348,1 M\$ au 31 décembre 2008 (360,8 M\$ au 31 décembre 2007).

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires. Au besoin, le gestionnaire accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou lignes d'affaires afin de procéder au balancement du portefeuille d'investissements. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société.

L'appréciation de la diversification du portefeuille doit se faire en ajoutant les fonds engagés mais non déboursés au solde des investissements à la juste valeur. Au cours des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par ligne d'affaires :

INVESTISSEMENTS ET FONDS ENGAGÉS NON DÉBOURSÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LIGNE D'AFFAIRES 2004-2008 (EN %)



L'activité d'investissement doit également être mesurée en y incluant la variation des fonds engagés mais non déboursés. Au cours de l'exercice 2008, les nouveaux engagements ont été de 65,0 M\$ comparativement à 88,2 M\$ en 2007. Des déboursés de 68,5 M\$ en 2008, supérieurs aux nouveaux engagements, ont permis de réduire le solde des fonds engagés mais non déboursés à 64,4 M\$ au 31 décembre 2008, alors qu'il s'établissait à 73,6 M\$ au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2008, la Société respecte la cible réglementaire de 60 % pour l'ensemble des investissements admissibles ainsi que celle de 35 % pour les investissements dans des coopératives et dans les régions ressources.

Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2008 s'élevaient à 477,3 M\$ dans 213 entreprises, coopératives et fonds, dont 412,8 M\$ ont été déboursés dans 205 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Produits générés par les investissements à impact économique québécois

(en milliers \$)	2008	2007
Produits	22 441	18 318
Gains et pertes	(48 923)	(34 072)
	(26 482)	(15 754)

Les produits sont composés des intérêts, dividendes et honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par la hausse de près de 18 % des produits d'intérêt découlant d'une hausse du solde moyen des débentures. Une augmentation de 1,4 M\$ des revenus de dividendes provenant principalement d'une des entreprises en portefeuille contribue également à cette hausse des produits.

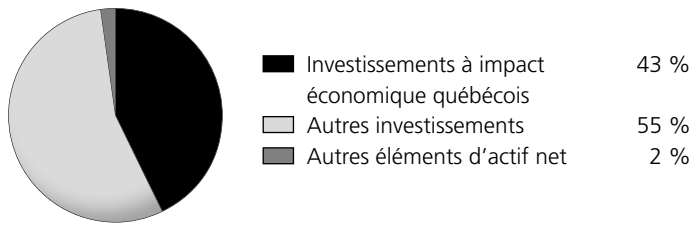
La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Au cours de l'exercice 2008, deux revues complètes du portefeuille ont été effectuées, une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre. Ces dernières ont entraîné un ajustement de l'évaluation de 82 investissements. La Société a également enregistré, au deuxième semestre de 2008, une provision de 13,7 M\$ sur son portefeuille de débentures, conséquence de la dégradation des conditions de crédit et de l'augmentation des coûts de financement constatées sur les marchés en 2008. Cette perte non réalisée devrait se renverser puisque la Société prévoit détenir ces débentures jusqu'à échéance. En considérant également l'incidence de la perte à la cession d'investissements à impact économique québécois, la Société a enregistré aux résultats de l'exercice une perte réalisée et non réalisée de 48,9 M\$.

L'évaluation à la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois a eu des répercussions négatives sur les résultats de la Société. Étant donné la nature même de ses activités, soit des investissements sans garantie dans de petites et moyennes entreprises, les difficultés sont plus susceptibles de survenir durant les premières années de détention d'une participation, alors que les succès prennent plus de temps à se manifester et n'atteignent leur plein potentiel bien souvent que lors de la matérialisation de la participation. Par conséquent, la perspective de rendement positif du portefeuille doit normalement être envisagée quand l'âge moyen des investissements atteindra cinq à huit ans. Au 31 décembre 2008, l'âge moyen du portefeuille de la Société était inférieur à quatre ans. La détérioration de la situation économique tarde à se faire sentir sur le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois qui s'est maintenu à un niveau satisfaisant au cours du dernier exercice, notamment en raison des efforts de valorisation soutenus du gestionnaire auprès des entreprises partenaires et du ralentissement des investissements dans la ligne d'affaires Capital de risque.

Autres investissements

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2008



Au 31 décembre 2008, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 444,1 M\$, comparativement à 353,7 M\$ au 31 décembre 2007. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au terme de l'exercice 2008, près de 72 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 55 % au terme de l'exercice 2008, comparativement à 48 % au 31 décembre 2007. Cette hausse découle essentiellement de l'importante levée de capital de 2008 qui a dépassé le niveau des investissements nets réalisés. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer en 2009 et au cours des prochains exercices afin de se stabiliser graduellement entre 35 % et 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Effectuées dans un portefeuille de superposition, les limites de risques potentiels de ces transactions sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Au 31 décembre 2008, la Société n'avait aucune position de marché.

En 2007, un investissement de 15 M\$ a été réalisé dans un fonds de fonds de couverture. À la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers, le gestionnaire de ce fonds de fonds de couverture doit procéder à sa liquidation ordonnée. Ainsi, la Société s'est vu distribuer en 2008 un montant total de 3,5 M\$ et la juste valeur des parts encore détenues au 31 décembre 2008 s'élève à 7,6 M\$. La stratégie de répartition d'actif attribue une portion des actifs de la Société à cette catégorie. Cependant, à la lumière des événements récents, la Société reconsidérera le recours à cette catégorie d'actifs.

Le gestionnaire de la Société fait affaire avec Desjardins Gestion internationale d'actifs, Caisse centrale Desjardins, Valeurs mobilières Desjardins et Fiducie Desjardins dans le cadre des activités liées au portefeuille des autres investissements et aux liquidités.

Produits générés par les autres investissements

(en milliers \$)	2008	2007
Produits	16 797	13 556
Gains et pertes	1 895	(2 611)
	18 692	10 945

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 18,7 M\$ en 2008 comparativement à 10,9 M\$ en 2007. La hausse des produits s'explique essentiellement par la hausse de l'actif moyen pour cette catégorie d'actifs. La baisse des taux directeurs en 2008 a permis à la Société de réaliser un gain sur son portefeuille des autres investissements. Le resserrement des conditions de crédit qui a occasionné des pertes de valeurs en 2008, principalement pour les obligations et les actions privilégiées de sociétés et d'institutions financières, a peu affecté les résultats de la Société compte tenu de sa plus faible pondération dans ces catégories de titres.

Souscription

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 31 décembre 2008, ce réseau de distribution était constitué de plus de 485 caisses Desjardins et plus de 885 centres de service, pour un total dépassant 1 370 points d'accès.

Les actions de la Société font l'objet d'un placement continu. Toutefois, la Société était autorisée à recueillir, pour la période de capitalisation qui se terminera le 28 février 2009, un montant maximal de 150 M\$ à titre de capital. Pour toute période de capitalisation, la Société pourra recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que la Société n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, au moins 1 G\$ au titre du capital-actions. À compter de la période de capitalisation qui suivra cet événement, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. La période de détention minimale est de sept ans avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$.

Les souscriptions recueillies se sont élevées à 126,4 M\$ au cours de l'exercice 2008 comparativement à 101,8 M\$ pour l'exercice 2007. La majoration du taux de crédit d'impôt de 35 % à 50 % depuis le 10 novembre 2007 explique cette augmentation. En 2008, les rachats se sont élevés à 17,0 M\$ comparativement à 1,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par le fait que, en novembre et décembre 2008, près de 20 % des actions émises lors de la première période de capitalisation en 2001 et admissibles à un rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans ont été rachetées.

Au 31 décembre 2008, le capital-actions de la Société a donc été porté à 859,5 M\$ pour 85 159 435 actions ordinaires en circulation. Le nombre d'actionnaires a progressé pour atteindre 122 128 au 31 décembre 2008, comparativement à 120 652 au 31 décembre 2007.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

Notons qu'un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Répartition des capitaux propres par émission au 31 décembre 2008

Émission	Prix d'émission \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	59,7	2008
2002	10,00	191,6	2009
2003	10,12 et 10,24	83,6	2010
2004	10,25	93,7	2011
2005	10,25	92,9	2012
2006	10,37 et 10,21	76,0	2013
2007	10,21 et 9,92	93,1	2014
2008	9,89 et 9,83	122,0	2015
Capitaux propres		812,6	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2008

Charges d'exploitation

Charges

(en milliers \$)	2008	2007
Frais de gestion	22 545	20 335
Autres frais d'exploitation	985	1 822
Services aux actionnaires	1 847	2 022
Taxe sur le capital	344	527
	25 721	24 706

Frais de gestion

Les frais de gestion de l'exercice 2008 représentent 22,5 M\$, soit 87,7 % du total des charges de 25,7 M\$, comparativement à 20,3 M\$, soit 82,3 % du total des charges en 2007. La base de facturation est comparable d'une période à l'autre, aucune modification n'ayant été apportée à la convention de gestion. Jusqu'au 31 décembre 2008, Capital régional et coopératif Desjardins versait à Desjardins Capital de risque inc. des honoraires de gestion annuels équivalant à 3 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de toutes sommes à payer pour l'acquisition de placements. La convention de gestion prévoyait que ce pourcentage serait diminué à 2,5 % à compter de l'année financière suivant celle où la valeur nette des actifs aurait atteint 750 M\$. Ce seuil ayant été atteint au cours de l'exercice 2008, les honoraires de gestion versés à Desjardins Capital de risque inc. sont dorénavant de 2,5 % depuis le 1^{er} janvier 2009. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

Autres frais d'exploitation

La diminution des autres frais d'exploitation est attribuable à la diminution de la charge d'amortissement et aux honoraires professionnels. L'amortissement sur le logiciel de gestion du registre des actionnaires s'est terminé en 2007 alors que l'amortissement du nouveau logiciel n'a commencé que lors de sa mise en service en novembre 2008. En 2007, des honoraires professionnels plus élevés avaient été assumés dans le cadre de quelques désinvestissements.

Services aux actionnaires

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Ainsi, pour 2008, le coût des services rendus par cette dernière représente 88,5 % des frais liés aux services aux actionnaires, soit 1,6 M\$, en baisse de 7,7 % comparativement à 2007. Fiducie Desjardins a octroyé à la Société un gel des frais unitaires pour trois ans de même qu'une réduction de 250 k\$ sur les frais de gestion applicables aux comptes des actionnaires de la Société. Cette dernière a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Taxe sur le capital et impôts sur les bénéfices

Le choix de titres admissibles à la déduction pour placements dans le calcul de la taxe sur le capital au Québec a permis de minimiser les charges fiscales, et ce, tout en assurant à la fois une diversité et une sécurité des autres investissements. Au 31 décembre 2008, 83,1 % du portefeuille des autres investissements était constitué de placements admissibles aux fins du calcul de la taxe sur le capital au Québec comparativement à 92,7 % au 31 décembre 2007. Cette diminution s'explique par une diversification du portefeuille avec des titres non admissibles visant à réduire le risque global compte tenu de la situation sur les marchés financiers.

Les impôts sur les bénéfices ont réduit la perte avant impôts de 3,9 M\$ en 2008 comparativement à une réduction fiscale de 7,1 M\$ en 2007. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour l'exercice 2008, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 109,4 M\$ (100,2 M\$ pour 2007) alors que les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 15,5 M\$ (9,3 M\$ en 2007). Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 126,4 M\$, en hausse de 37,4 %, comparativement à 92,0 M\$ en 2007. Dans la conjoncture actuelle, les déboursés liés aux investissements à impact économique ont reculé à 68,5 M\$ pour l'exercice 2008 comparativement à 115,3 M\$ en 2007. Une plus grande part des liquidités générées par les activités d'exploitation et de financement a donc été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche des investissements nets de 97,7 M\$ en 2008, comparativement à 13,4 M\$ en 2007.

Au 31 décembre 2008, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 36,7 M\$ comparativement à 38,1 M\$ un an plus tôt. Le portefeuille des autres investissements de la Société comporte également à cette date 107,2 M\$ d'autres titres dont l'échéance est de moins d'un an (aucun en 2007). Ce niveau de liquidité est maintenu en raison de l'importance des engagements relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois pour lesquels les paiements exigibles au cours de l'exercice 2009 sont estimés à 36,1 M\$ ainsi que pour faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société ne prévoit aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

Incidences de la conjoncture économique

Les perspectives économiques portent à croire que l'actuelle récession en Amérique du Nord se prolongera dans les premiers mois de 2009. Cette récession pourrait avoir un impact sur la rentabilité et la santé financière de certaines entreprises partenaires du portefeuille d'investissements à impact économique québécois. La juste valeur de ces investissements pourrait être affectée à la baisse et le nombre de cas de défaut pourrait progresser. Afin de limiter ces impacts, la Société effectuera un accompagnement serré auprès des entrepreneurs partenaires. Un plan de suivi proactif des dossiers, incluant une stratégie financière, sera élaboré avec un horizon de trois ans. La stratégie favorisera de sécuriser les positions dans les investissements existants avant de soutenir de nouveaux projets tout en saisissant les occasions découlant du ralentissement du marché du financement traditionnel.

En ce qui a trait au portefeuille des autres investissements, sa performance robuste en 2008 a démontré le bien-fondé de l'approche prudente de diversification des risques employée depuis plusieurs exercices par la Société. Néanmoins, la pertinence de certaines catégories d'actif sera remise en question, notamment les fonds de fonds de couverture.

La Société ne prévoit aucune hausse significative de ses charges due à la conjoncture économique puisqu'elles se composent essentiellement d'honoraires de gestion qui sont fonction d'un pourcentage prédéterminé de ses actifs.

Le financement des activités de la Société dépend essentiellement des fonds générés par les activités de souscriptions nettes des rachats. Pour l'exercice 2009, les nouvelles souscriptions pourraient atteindre 173,6 M\$ alors que les rachats potentiels, au prix de 9,54 \$, se chiffrent à environ 184,8 M\$. Il est actuellement difficile de prévoir l'impact de la conjoncture économique actuelle sur les intentions des actionnaires de la Société. La Société continuera de gérer ses nouveaux engagements dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois en fonction de l'évolution des sources de financement. Au besoin, la Société pourra disposer des titres de son portefeuille des autres investissements. Finalement, une facilité de crédit de 10 M\$ permettra de faire face à l'éventualité d'un manque ponctuel et temporaire de liquidités.

Afin de considérer l'accroissement significatif des écarts de crédit observé depuis juin 2008 sur les marchés, une moins-value a été appliquée à l'ensemble des investissements sous forme de débentures. En ce qui concerne les participations en capital-actions, la Société a estimé leur juste valeur en prenant en considération les nouvelles conditions de financement auxquelles les entreprises partenaires auraient à faire face. De plus, le niveau d'endettement disponible des entreprises partenaires considéré dans l'estimation de leur juste valeur a été établi avec prudence.

L'investissement typique de la Société est effectué dans des petites et moyennes entreprises. De ce fait, la valorisation de ce type d'investissement est davantage tributaire de la santé de l'économie que des aléas des marchés boursiers. Afin de refléter les perspectives économiques difficiles, les budgets des entreprises, lorsque disponibles, ont été utilisés ou sinon la croissance anticipée des profits a été revue à la baisse.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Conventions comptables

Modification de conventions comptables

Au début de son exercice 2008, la Société a adopté certaines nouvelles normes comptables. La note 3 afférente aux états financiers détaille ces changements.

Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'ont aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

Normes internationales IFRS

À partir du 1^{er} janvier 2011, la Société appliquera les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Le Conseil des normes comptables du Canada a en effet confirmé en 2008 que les IFRS remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques. Un exposé sondage a été publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») à cet effet.

La Société a débuté l'étude des incidences de ces nouvelles normes sur la compilation et la présentation de ses états financiers. Dans leur forme actuelle, l'adoption des IFRS aurait des incidences importantes pour la Société qui devrait commencer à consolider les activités de certaines entreprises en portefeuille. Ces changements, en modifiant le mode de comptabilisation et d'évaluation de certains investissements, auraient un impact sur le prix de l'action de la Société. Aussi, des outils devraient être développés pour permettre aux entreprises partenaires considérées comme filiales de la Société de respecter les IFRS et de communiquer l'information financière semestrielle adéquate pour fins de consolidation. Également, un système de consolidation permettant de communiquer efficacement avec toutes les filiales et de respecter les délais de production de l'information financière devrait être implanté.

À l'été 2008, la Société, en partenariat avec d'autres joueurs de l'industrie, a déposé au Conseil des normes comptables une lettre de commentaires sur l'exposé sondage publié par l'ICCA afin d'exposer les incidences de la consolidation sur la pertinence et la clarté de l'information financière publiée. À l'automne 2008, des représentations auprès de nos autorités réglementaires ont eu lieu afin de discuter des impacts des IFRS sur certains éléments de la Loi.

Dans les premiers mois de 2009, la Société débutera l'analyse des besoins d'affaires liés à l'exigence de consolidation. En parallèle, la Société poursuivra aussi l'analyse détaillée des autres incidences des IFRS. La planification détaillée du choix d'un système de consolidation et de son implantation ainsi que des travaux liés aux autres incidences découlera de ces analyses.

Dans tout ce processus, la Société bénéficiera du support et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que du soutien de firmes externes sur certains aspects spécifiques.

Nouveau règlement

En 2008, l'Autorité des marchés financiers a adopté le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Ce règlement applicable par la Société à partir de ses états financiers du 31 décembre 2008 requiert la divulgation d'information additionnelle et prescrit certains modes de présentation. Les états financiers de la Société ont été modifiés en conséquence, mais les changements ne touchent que l'information à fournir et n'ont aucune incidence sur les résultats de la Société. Un relevé des autres investissements est maintenant présenté en plus du relevé du coût des investissements à impact économique québécois et du répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires qui sont maintenus.

Ce règlement a également une incidence sur le contenu et le mode de présentation de l'information du présent rapport de gestion et de la notice annuelle. Finalement, de nouvelles attestations du directeur général et du chef de la direction financière sont requises relativement à l'évaluation du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

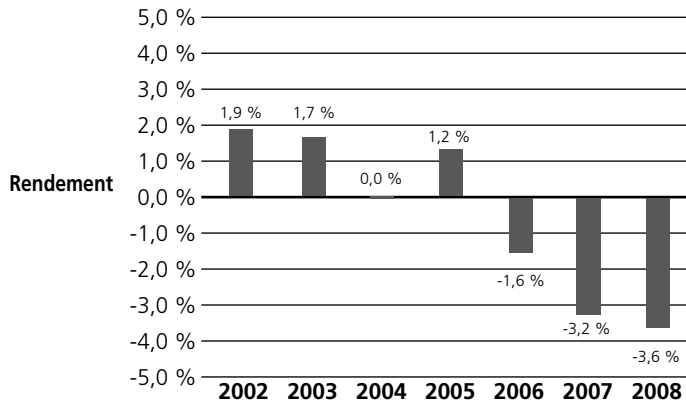
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 15 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont a bénéficié l'actionnaire à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique suivant présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.

Rendement annuel**RENDEMENT COMPOSÉ ANNUEL DE L'ACTION**

Le rendement composé annuel est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
-0,7 %	-1,4 %	-2,7 %	-3,5 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 31 décembre 2008, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIFS EN POURCENTAGE DE L'ACTIF NET

Catégories d'actifs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	
Capital de risque	12,0
Coopératives et régions ressources	12,5
Capital de développement	8,3
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	10,0
Total – Investissements à impact économique québécois	42,8
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	4,5
Obligations	47,5
Actions privilégiées	1,7
Fonds de fonds de couverture	0,9
Total – Autres investissements	54,6

* Incluant les contrats de change

Au 31 décembre 2008, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois (12 émetteurs) *	19,6
Hydro-Québec	13,7
Société canadienne d'hypothèque et de logement	10,5
Financement-Québec	4,5
Banque Royale	2,4
Province de l'Ontario	1,3
Banque de Nouvelle-Écosse	1,3
GE Capital	1,3
Banque Toronto Dominion	1,2
Province de Québec	1,0
Financière Sun Life	1,0
Banque de Montréal	1,0
DGAM ASF, série B	0,9
Banque Canadienne Impériale de Commerce	0,8

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 19,6 % de l'actif net de la Société sont :

- Aegera Therapeutics Inc.
- Alyotech Canada inc. (OSI)
- Boutique Le Pentagone inc.
- Camoplast inc.
- Coradiant (Canada) inc.
- Corporation de Développement Knowlton inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Fempro I inc.
- Groupe Canmec (6317456 Canada inc.)
- Groupe Humagade inc. (6633749 Canada Inc.)
- La Coop fédérée
- Tranzyme Pharma inc.

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 12 février 2009

Le 12 février 2009

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité de vérification. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, les vérificateurs externes désignés par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de la vérification et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 12 février 2009. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Catherine Lenfant, CA, EEE

Chef de la direction financière

**Capital régional et coopératif
Desjardins**

États financiers
31 décembre 2008

Le 12 février 2009

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons vérifié les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 31 décembre 2008 et 2007 et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	2008 \$	2007 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 5)	348 408	360 782
Autres investissements (note 6)	427 897	335 371
Encaisse	15 848	18 286
Débiteurs (note 7)	7 898	7 062
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 3 299 \$; 3 240 \$ au 31 décembre 2007)	1 002	80
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	-	4 010
Impôts futurs (note 13)	13 437	8 172
	<hr/> 814 490	<hr/> 733 763
Passif		
Créditeurs (note 8)	978	1 234
Impôts sur les bénéfices à payer	906	-
	<hr/> 1 884	<hr/> 1 234
Actif net	<hr/> 812 606	<hr/> 732 529
Nombre d'actions ordinaires en circulation	85 159 435	74 097 440
Actif net par action ordinaire	9,54	9,89

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle, administrateur

(signé) Pierre Gauvreau, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(en milliers de dollars)

	2008					
	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2007	750 345	4	11 295	(29 115)	(17 820)	732 529
Résultats de l'exercice						
Perte nette réalisée et non réalisée, déduction faite des impôts de 2 091 \$ et (5 973 \$) respectivement	-	-	(5 380)	(23 967)	(29 347)	(29 347)
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	126 440	-	-	-	-	126 440
Rachat d'actions ordinaires	(17 318)	302	-	-	-	(17 016)
	109 122	302	(5 380)	(23 967)	(29 347)	80 077
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606
	2007					
	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2006	650 197	-	16 982	(12 559)	4 423	654 620
Résultats de l'exercice						
Perte nette réalisée et non réalisée, déduction faite des impôts de (3 011 \$) et (4 120 \$) respectivement	-	-	(5 687)	(16 556)	(22 243)	(22 243)
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	101 763	-	-	-	-	101 763
Rachat d'actions ordinaires	(1 615)	4	-	-	-	(1 611)
	100 148	4	(5 687)	(16 556)	(22 243)	77 909
Solde au 31 décembre 2007	750 345	4	11 295	(29 115)	(17 820)	732 529

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et la perte nette par action ordinaire)

	2008	2007
	\$	\$
Produits		
Intérêts	33 619	27 752
Dividendes	3 753	2 309
Honoraires de négociation	1 866	1 813
Frais d'administration	282	141
	<hr/>	<hr/>
	39 520	32 015
	<hr/>	<hr/>
Charges		
Frais de gestion	22 545	20 335
Autres frais d'exploitation (note 11)	985	1 822
Services aux actionnaires (note 11)	1 847	2 022
Taxe sur le capital	344	527
	<hr/>	<hr/>
	25 721	24 706
	<hr/>	<hr/>
Revenu net d'investissement	13 799	7 309
	<hr/>	<hr/>
Gains et pertes sur investissements		
Réalisés	(17 088)	(16 007)
Non réalisés	(29 940)	(20 676)
	<hr/>	<hr/>
	(47 028)	(36 683)
	<hr/>	<hr/>
Impôts sur les bénéfices recouverts (note 13)	(3 882)	(7 131)
	<hr/>	<hr/>
Perte nette de l'exercice	(29 347)	(22 243)
	<hr/>	<hr/>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	83 406 967	68 320 868
Perte nette par action ordinaire	(0,35)	(0,33)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(en milliers de dollars)	2008	2007
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Perte nette de l'exercice	(29 347)	(22 243)
Ajustements pour		
Pertes réalisées sur investissements	17 088	16 007
Pertes non réalisées sur investissements	29 940	20 676
Amortissement des logiciels	59	338
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	554	570
Impôts futurs	(5 265)	(3 709)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 564)	(557)
	11 465	11 082
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 14)	4 029	(1 831)
	15 494	9 251
Activités d'investissement		
Investissements à impact économique québécois	(68 495)	(115 325)
Acquisition d'autres investissements	(368 379)	(110 550)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	40 837	36 728
Produits de la cession d'autres investissements	270 728	97 164
Logiciels	(1 061)	-
	(126 370)	(91 983)
Activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	126 440	101 763
Rachat d'actions ordinaires	(17 016)	(1 611)
	109 424	100 152
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(1 452)	17 420
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice (note 12)	38 107	20 687
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)	36 655	38 107
Renseignement supplémentaire		
Impôts sur les bénéfices payés	552	987

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Ces règles ont été respectées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de couverture. Les parts de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Aux 31 décembre 2008 et 2007, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Aux 31 décembre 2008 et 2007, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constataion des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3 Modifications de conventions comptables

Au début de l'exercice 2008, la Société a adopté les normes comptables intitulées « Instruments financiers – informations à fournir » (chapitre 3862), « Instruments financiers – présentation » (chapitre 3863) et « Informations à fournir concernant le capital » (chapitre 1535) du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »).

Les chapitres 3862 et 3863 contiennent des normes relatives aux informations à fournir sur les instruments financiers, notamment les informations à fournir sur la juste valeur et les risques de crédit, de liquidité et de marché liés aux instruments financiers, et établissent des normes de présentation pour les instruments financiers. Ces chapitres remplacent la norme « Instruments financiers – informations à fournir et présentation » (chapitre 3861).

Le chapitre 1535 exige de la part d'une entité qu'elle fournisse des informations propres à permettre aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital.

Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'ont eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

Les principales incidences sont reflétées aux notes 5, 6, 10 et 16.

4 Présentation des états financiers

À la suite de l'entrée en vigueur du « Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement » de l'Autorité des marchés financiers, la présentation des états financiers de la Société a été modifiée. Certains libellés ont été changés et certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés.

Ce nouveau règlement ne touche que l'information à fournir et n'a aucune incidence sur les résultats de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	138 058	(20 699)	117 359
Actions privilégiées	110 040	(24 370)	85 670
Débentures et avances	163 153	(19 256)	143 897
Garantis			
Débentures et avances	1 577	(95)	1 482
	412 828	(64 420)	348 408
			2007
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	123 352	(6 141)	117 211
Actions privilégiées	110 271	(21 136)	89 135
Débentures et avances	155 788	(7 644)	148 144
Garantis			
Débentures et avances	6 725	(433)	6 292
	396 136	(35 354)	360 782

Les investissements en développement économique incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 50,2 M\$ (38,1 M\$ au 31 décembre 2007).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débentures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,6 % (10,1 % au 31 décembre 2007) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,70 années (4,55 années au 31 décembre 2007). Pour la quasi-totalité des débentures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

						2008
Secteur d'activité	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisée \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ¹ \$	Cautions ¹ \$	Engagement total \$
Investissements majeurs						
et rachats d'entreprises	92 869	(11 556)	81 313	4 737	-	86 050
Capital de développement	67 273	321	67 594	8 050	-	75 644
Coopératives et régions ressources	116 738	(15 395)	101 343	26 538	-	127 881
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	75 682	(5 062)	70 620	19 627	-	90 247
Capital de risque – Santé	60 266	(32 728)	27 538	5 494	-	33 032
Total	412 828	(64 420)	348 408	64 446	-	412 854

						2007
Secteur d'activité	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisée \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ¹ \$	Cautions ¹ \$	Engagement total \$
Investissements majeurs						
et rachats d'entreprises	91 910	(300)	91 610	4 944	-	96 554
Capital de développement	53 761	(990)	52 771	7 400	-	60 171
Coopératives et régions ressources	120 216	(13 575)	106 641	29 919	-	136 560
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	71 377	1 119	72 496	22 118	-	94 614
Capital de risque – Santé	58 872	(21 608)	37 264	9 243	-	46 507
Total	396 136	(35 354)	360 782	73 624	-	434 406

¹ Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>Total</u>
36 083	9 729	9 914	4 000	4 720	64 446

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non vérifié est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	89 230	5 820	95 050
Provinciales ou garanties	179 436	2 935	182 371
Institutions financières	69 002	(1 059)	67 943
Sociétés	39 659	(847)	38 812
Organismes supranationaux	2 010	112	2 122
	379 337	6 961	386 298
Instruments de marché monétaire ¹	20 807	-	20 807
Contrats de change ²	-	(330)	(330)
Actions privilégiées	18 713	(5 233)	13 480
Parts de fonds de fonds de couverture ³	11 462	(3 820)	7 642
Total	430 319	(2 422)	427 897

Répartition des obligations par échéance

	2008			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	107 019	198 616	73 702	379 337
Valeur nominale	106 000	196 572	74 394	376 966
Juste valeur	107 169	204 103	75 026	386 298
Taux moyen nominal ⁴	3,32 %	4,64 %	4,63 %	4,26 %
Taux moyen effectif	2,26 %	4,21 %	4,77 %	3,77 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2007		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	87 196	(17)	87 179
Provinciales ou garanties	102 049	(23)	102 026
Institutions financières	60 546	(731)	59 815
Sociétés	34 974	(26)	34 948
Organismes supranationaux	2 012	(17)	1 995
	286 777	(814)	285 963
Instruments de marché monétaire ¹	19 821	-	19 821
Actions privilégiées	15 321	(1 362)	13 959
Parts de fonds de fonds de couverture ³	15 000	628	15 628
Total	336 919	(1 548)	335 371

Répartition des obligations par échéance

	2007			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	\$
	\$	\$	\$	
Coût non amorti	-	195 921	90 856	286 777
Valeur nominale	-	194 819	90 894	285 713
Juste valeur	-	194 564	91 399	285 963
Taux moyen nominal ⁴	s.o.	4,64 %	4,62 %	4,64 %
Taux moyen effectif	s.o.	4,39 %	4,61 %	4,46 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor ou d'acceptations bancaires d'une durée originale inférieure à 3 mois.

² Les contrats de change ont une durée de trois mois.

³ Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

⁴ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7 Débiteurs

	2008	2007
	\$	\$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	4 731	4 758
Taxes de vente à recevoir	922	468
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	1 570	1 703
Autres débiteurs	675	133
	<hr/>	<hr/>
	7 898	7 062
	<hr/>	<hr/>

8 Crédoiteurs

	2008	2007
	\$	\$
Fournisseurs	687	674
Autres crédoiteurs et charges à payer	291	560
	<hr/>	<hr/>
	978	1 234
	<hr/>	<hr/>

9 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2009 est de 150 M\$. Au 31 décembre 2008, cette limite est respectée.

Capital-actions émis et payé

	2008	2007
	\$	\$
85 159 435 actions ordinaires (74 097 440 au 31 décembre 2007)	859 467	750 345

Au cours de l'exercice, la Société a émis 12 792 143 actions ordinaires (10 117 487 en 2007) en contrepartie de 126,4 M\$ en espèces (101,8 M\$ en 2007).

Au cours de l'exercice, la Société a racheté 1 730 148 actions ordinaires (159 535 en 2007) en contrepartie de 17,0 M\$ en espèces (1,6 M\$ en 2007).

Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers vérifiés.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

10 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 9.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

11 Charges

	2008	2007
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires de vérification	145	157
Rémunération des administrateurs	282	307
Honoraires professionnels	479	703
Autres charges	20	317
Amortissement des logiciels	59	338
	<hr/>	<hr/>
	985	1 822
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 634	1 770
Communication de l'information aux actionnaires	138	182
Autres charges	75	70
	<hr/>	<hr/>
	1 847	2 022
	<hr/>	<hr/>

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2008	2007
	\$	\$
Encaisse	15 848	18 286
Instruments de marché monétaire	20 807	19 821
	<hr/>	<hr/>
	36 655	38 107
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

13 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Impôts exigibles	1 383	(3 422)
Impôts futurs	(5 265)	(3 709)
	<u>(3 882)</u>	<u>(7 131)</u>

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2008	2007
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,40 % (39,02 % en 2007)	(13 092)	(11 462)
Écart permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments	9 210	4 331
	<u>(3 882)</u>	<u>(7 131)</u>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2008	2007
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	13 231	7 498
Primes sur les obligations	315	494
Pertes fiscales reportées	275	140
Autres	54	61
	<u>13 875</u>	<u>8 193</u>
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(438)	(21)
	<u>(438)</u>	<u>(21)</u>
Actifs d'impôts futurs, montant net	<u>13 437</u>	<u>8 172</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

14 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Augmentation des comptes débiteurs	(711)	(1 393)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices	4 916	(433)
Diminution des comptes créditeurs	(176)	(5)
	<hr/>	<hr/>
	4 029	(1 831)
	<hr/>	<hr/>

15 Opérations entre apparentés

La Société est apparentée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les sociétés du Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur pour un terme initial de dix ans, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 3 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Ce pourcentage sera diminué à 2,5 % à compter de l'exercice suivant celui où la valeur nette des actifs de la Société aura atteint 750 M\$. Ce seuil ayant été atteint au cours du présent exercice, les honoraires de gestion seront de 2,5% dès 2009. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de deux ans à compter du 1er janvier 2008.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	1 753	4 628
Autres investissements	17 986	18 500
Capital Desjardins		
Autres investissements	3 423	19 652
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	31	132
Desjardins Capital de développement (Fonds régionaux)		
Débiteurs	-	8
Créditeurs	-	151
Desjardins Capital de risque		
Débiteurs	568	-
Créditeurs	-	77
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	7 642	15 628
Débiteurs	125	-
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Créditeurs	-	80
Fiducie Desjardins		
Autres investissements	2 821	1 321
Créditeurs	687	674
Valeurs mobilières Desjardins		
Encaisse	14 095	13 658

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2008 et 2007

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2008	2007
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	2 684	596
Pertes sur investissements réalisés	(6 995)	-
Pertes sur investissements non réalisés	(330)	-
Capital Desjardins		
Intérêts	299	986
Pertes sur investissements réalisés	(103)	(1)
Gains et pertes sur investissements non réalisés	277	(412)
Desjardins Capital de risque		
Frais de gestion	22 545	20 335
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains et pertes sur investissements non réalisés	(4 448)	628
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	364	455
Fiducie Desjardins		
Intérêts	24	44
Services aux actionnaires	1 634	1 770
Valeurs mobilières Desjardins		
Intérêts	346	252

16 Instruments financiers et risques associés

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections vérifiées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 8 à 10.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 31 décembre 2008

Le 12 février 2009

PricewaterhouseCoopers
LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Québec)
Canada H3B 2G4
Téléphone +1 514 205-5000
Télécopieur +1 514 871-1502

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

En date du 12 février 2009, nous avons fait rapport sur les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 31 décembre 2008 et 2007 et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates.

Dans le cadre de nos vérifications des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également vérifié le relevé du coût des investissements à impact économique québécois au 31 décembre 2008. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé donne, à tous les égards importants, une image fidèle de l'information qu'il contient lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19153

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	C & RR	170	170	-	340
Équipement JexPlore inc.	2007	C & RR	-	250	-	250
Héli Explore inc.	2007	C & RR	125	125	-	250
Hôtel des Eskers inc.	2007	C & RR	200	200	-	400
Hôtel des Gouverneurs	2007	C & RR	200	200	-	400
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	C & RR	225	225	-	450
Manufacture Adria inc.	2005	C & RR	-	170	-	170
Transport scolaire R.N. ltée	2008	C & RR	200	200	-	400
Total Abitibi-Témiscamingue			1 120	1 540	-	2 660
Bas-Saint-Laurent						
Aqua-Biokem BSL inc.	2002	C & RR	1 904	-	296	2 200
Bâtitech ltée	2007	C & RR	70	343	-	413
Bois-Franc inc.	2006	C & RR	-	467	-	467
Boutique Le Pentagone inc.	2008	IM & R	1 288	8 462	-	9 750
Campor inc.	2006	C & RR	-	344	-	344
Datran inc.	2007	C & RR	-	458	-	458
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	C & RR	-	225	-	225
Fabrications TJD inc. (Les)	2006	C & RR	-	500	-	500
Fruits de Mer de l'Est du Québec (1998) ltée (Les)	2006	C & RR	-	250	-	250
Gestion Arnold Gauthier inc.	2002	C & RR	80	282	-	362
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	C & RR	-	1 723	-	1 723
Graphie 222 inc.	2007	C & RR	205	205	-	410
Groupe Composites VCI inc.	2007	C & RR	2 250	1 516	-	3 766
Groupe Fillion Sport inc.	2008	C & RR	-	350	-	350
Industries Desjardins ltée (Les)	2005	C & RR	-	326	-	326
Leblanc Environnement inc.	2008	C & RR	250	250	-	500
Planchers Ancestral (2007) inc. (9184-7376 Québec inc.)	2007	C & RR	80	-	-	80
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	C & RR	-	-	235	235
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	C & RR	125	175	-	300
Total Bas-Saint-Laurent			6 252	15 876	531	22 659
Capitale-Nationale						
Amalgame Créativité Stratégique inc.	2008	CDév	-	400	-	400
Céramica-Concept inc.	2005	CDév	-	156	-	156
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	C & RR	-	720	-	720
Cross Match Technologies inc.	2008	CR – TIC	2 353	1 628	-	3 981
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	2 263	-	2 263
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	500	-	500
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	388	-	388
Groupe Humagade inc.	2006	CR – TIC	11 191	38	-	11 229
Labcal Technologies inc.	2004	CR – TIC	1 840	-	-	1 840
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	CR – TIC	-	-	198	198
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	409	-	409
OptoSecurity inc.	2007	CR – TIC	3 500	600	-	4 100
Oricom Internet inc.	2005	CDév	-	178	-	178
Piscines Soucy inc.	2006	CDév	-	296	-	296
Poste Express	2006	CDév	-	293	-	293
Souris Mini inc.	2005	CDév	-	995	-	995
Usital Canada inc.	2002	CDév	240	168	-	408
Total Capitale-Nationale			22 924	9 032	198	32 154

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$		
Centre-du-Québec							
Autobus Thomas inc.	2007	CDév	-	779	-		779
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 439	-		1 439
Coopérative de travailleurs actionnaire de Fempro	2008	C & RR	-	407	-		407
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 507	-		1 507
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	300	-		300
Fempro I inc.	2007	IM & R	3 000	6 500	-		9 500
Groupe Bluberi inc.	2007	IM & R	-	4 650	-		4 650
Groupe S.G. Ameublements commerciaux inc.	2008	CDév	-	550	-		550
Métalus inc.	2008	CDév	-	2 614	-		2 614
Novatek Laser inc.	2007	CDév	-	2 496	-		2 496
Service funéraire coopératif Drummond	2007	C & RR	-	450	-		450
Total Centre-du-Québec			3 000	21 692	-		24 692
Chaudière - Appalaches							
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	250	250	-		500
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	600	-		600
CIF Métal ltée	2005	IM & R	5 156	-	-		5 156
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	272	-		272
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	367	-		367
Émile Bilodeau & Fils inc.	2008	CDév	-	181	-		181
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	C & RR	-	300	-		300
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	283	-		283
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	1 000	-		1 500
Matiss inc.	2002	CDév	400	177	-		577
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	3 958	-		3 958
Portes Patio Résiver inc.	2003	CDév	299	38	-		337
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-		240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	417	-		417
Structures D.L.D. ltée	2008	CDév	-	400	-		400
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	63	-		463
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	190	-		190
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	133	-		133
Total Chaudière-Appalaches			7 005	8 869	-		15 874
Côte-Nord							
Interconnect inc.	2006	C & RR	-	144	-		144
Solugaz inc. (anc. Propane Charlevoix)	2007	C & RR	-	710	-		710
Total Côte-Nord			-	854	-		854
Estrie							
Camoplast inc.	2002	IM & R	23 171	-	-		23 171
Cogiscan inc.	2002	CR – TIC	849	1 215	321		2 385
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	300	-		300
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	C & RR	-	1 682	-		1 682
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	C & RR	-	1 560	-		1 560
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	750	-		750
Entreprises Michel Lapierre inc. (Les)	2004	CDév	1 509	875	-		2 384
Extermination Cameron inc.	2005	CDév	-	298	-		298
FilSpec inc.	2004	CDév	498	-	-		498
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	84	-		524

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	80
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	330	870	-	1 200
Multi X inc.	2006	CDév	-	760	-	760
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	386	-	386
Société Industrielle de Décolletage et d'Outillage (S.I.D.O.) ltée	2005	IM & R	2 409	2 505	-	4 914
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	6 065	533	-	6 598
Total Estrie			37 455	11 818	321	49 594
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine						
Azentic inc.	2006	C & RR	-	297	-	297
Éocycle Technologies inc.	2004	C & RR	955	-	-	955
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	C & RR	-	2 000	-	2 000
Groupe alimentaire RT ltée	2005	C & RR	-	326	-	326
Hôtel Baker ltée	2007	C & RR	-	275	-	275
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	C & RR	-	497	-	497
Total Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine			955	3 395	-	4 350
Lanaudière						
Gestion P.R. Maintenance inc.	2006	CDév	-	484	-	484
Nicorp inc.	2006	CDév	-	216	-	216
Ravenco (1991) inc.	2006	CDév	300	455	-	755
Technologies Photogram inc.	2005	CDév	380	227	-	607
Total Lanaudière			680	1 382	-	2 062
Laurentides						
Coopérative Forestière des Hautes-Laurentides	2002	C & RR	-	270	-	270
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	125	-	250
Triton Électronique inc.	2003	IM & R	2 533	-	-	2 533
Total Laurentides			2 658	395	-	3 053
Laval						
Datacom Wireless Corporation inc.	2003	CR – TIC	2 587	-	-	2 587
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	3 000	-	3 000
NuEra Air Solutions inc.	2005	CDév	-	1 500	-	1 500
Technologies 20-20 Inc.	2002	CR – TIC	864	-	-	864
Total Laval			3 451	4 500	-	7 951
Mauricie						
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	C & RR	-	223	-	223
Ébénisterie St-Tite inc.	2005	C & RR	-	227	-	227
Groupe Soucy inc.	2008	C & RR	-	500	-	500
Innovations Voltflex inc.	2006	C & RR	-	555	-	555
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	IM & R	51	3 795	-	3 846
Morand Excavation inc.	2007	C & RR	-	486	-	486
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	C & RR	-	1 871	-	1 871
Solus Sécurité inc.	2006	C & RR	-	1 691	-	1 691
Total Mauricie			51	9 348	-	9 399

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$	\$	
Montérégie							
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	340	-	-	340
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	250	-	-	250
Conporec inc.	2005	CDév	317	-	-	-	317
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	IM & R	5 826	8 740	-	-	14 566
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	534	-	-	534
Galenova inc.	2006	CDév	-	1 238	-	-	1 238
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	614	-	-	614
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	431	-	-	431
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	1 100	-	-	1 263
Salerno Sacs Transparents (1997) ltée	2007	CDév	353	1 701	-	-	2 054
Soleil Communication-Marketing ltée	2007	CDév	-	240	-	-	240
Total Montérégie			6 659	15 388	-	-	22 047
Montréal							
3CI inc.	2007	CDév	1 500	1 600	-	-	3 100
Acti-Menu inc.	2005	CDév	1 010	-	-	-	1 010
Active Tech Electronics Inc.	2008	CDév	1 250	2 250	-	-	3 500
Aegera Therapeutics Inc.	2002	CR – Santé	6 382	-	-	-	6 382
Alyotech Canada inc.	2006	CR – TIC	6 886	-	-	-	6 886
Ambrilia Biopharma inc.	2003	CR – Santé	3 317	1 683	-	-	5 000
APTITUDE, Service de consultation en réadaptation inc.	2006	CDév	-	-	284	-	284
Aurelium BioPharma inc.	2003	CR – Santé	2 869	40	-	-	2 909
Bioaxone Thérapeutique Inc.	2002	CR – Santé	2 000	1 379	-	-	3 379
Cardianove inc.	2003	CR – Santé	880	-	-	-	880
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	C & RR	-	1 800	-	-	1 800
Coradiant (Canada) inc.	2004	CR – TIC	11 050	-	-	-	11 050
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	290	590	-	-	880
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	7 096	-	-	-	7 096
ExelTech Aérospatiale inc.	2004	CDév	753	-	-	-	753
Fondations Prétech (Les) (9031-1671 Québec inc.)	2008	CDév	-	500	-	-	500
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	428	-	-	428
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	IM & R	3 000	4 500	-	-	7 500
La Coop fédérée	2005	C & RR	-	25 000	-	-	25 000
LiquidXStream Systems inc.	2007	CR – TIC	5 000	-	-	-	5 000
LxData inc. (anc. LxSix Photonics inc.)	2002	CR – TIC	10 917	-	-	-	10 917
Maison de distribution Colac (2008) inc.	2008	IM & R	850	1 979	-	-	2 829
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	2 000	-	-	2 000
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	CR – TIC	13	2 000	243	-	2 256
Negotium Technologies	2008	CR – TIC	-	48	-	-	48
Nstein Technologies inc.	2004	CR – TIC	310	-	-	-	310
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	2 877	-	-	-	2 877
PainCeptor Pharma Corporation	2004	CR – Santé	3 800	4 033	-	-	7 833
Pensée & Mouvement Artificiels inc. (A2M)	2002	CR – TIC	1 186	-	-	-	1 186
Resonant Medical inc.	2004	CR – Santé	6 811	-	-	-	6 811
Technologies Miranda inc.	2002	CR – TIC	1 998	-	-	-	1 998
Topigen Pharmaceutiques inc.	2004	CR – Santé	10 500	-	-	-	10 500
Tungle Corporation	2007	CR – TIC	1 661	-	-	-	1 661
Total Montréal			94 206	49 830	527	-	144 563

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	CR – TIC	800	-	-	800
Coopérative Forestière de l'Outaouais	2006	C & RR	-	184	-	184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	265	-	265
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	500	-	500
Groupe forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	177	-	177
Service domicile Outaouais inc.	2007	CDév	-	113	-	113
Total Outaouais			800	1 239	-	2 039
Saguenay – Lac-Saint-Jean						
Alutrans Canada inc.	2008	C & RR	150	150	-	300
Aménagement MYR inc.	2006	C & RR	-	50	-	50
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	C & RR	-	400	-	400
Construction P3L (9137-1666 Québec inc.)	2007	C & RR	-	423	-	423
Constructions Proco inc.	2007	C & RR	500	928	-	1 428
Coopérative Forestière de Girardville	2007	C & RR	-	500	-	500
Démolition et excavation Demex inc.	2008	C & RR	-	491	-	491
Ébénisterie André Potvin inc.	2008	C & RR	125	125	-	250
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	C & RR	-	414	-	414
Entreprises Forestières N.T. inc. (Les)	2005	C & RR	-	31	-	31
Frigon Électrique inc.	2005	C & RR	-	45	-	45
Groupe Canmec inc.	2004	IM & R	3 389	800	-	4 189
Groupe Nokamic inc.	2005	C & RR	-	252	-	252
Groupe Nova inc.	2002	C & RR	909	30	-	939
Industries I.S.A. (Les)	2004	C & RR	128	-	-	128
Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Qc inc.)	2002	C & RR	-	23	-	23
Luzerne Belcan Lac-Saint-Jean inc. (Les)	2002	C & RR	527	-	-	527
Mecfor inc.	2006	C & RR	-	755	-	755
Nature 3M inc.	2002	C & RR	125	-	-	125
Scierie Gauthier ltée	2006	C & RR	-	462	-	462
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	C & RR	400	400	-	800
Services Nolitrex inc.	2008	C & RR	500	500	-	1 000
Thermo-Tech (9132-8716 Québec inc.)	2003	C & RR	18	502	-	520
Transports Cabaie inc. (Les)	2006	C & RR	-	48	-	48
Transports Gérold inc.	2006	C & RR	-	48	-	48
Transports Réjean Fortin inc.	2006	C & RR	-	93	-	93
Végétolab inc.	2003	C & RR	32	108	-	140
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	C & RR	405	417	-	822
Total Saguenay – Lac-Saint-Jean			7 208	7 995	-	15 203

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
					\$	
Fonds						
Desjardins – Innovatech S.E.C.	2005	C & RR	42 186	-	-	42 186
Fier Partenaires, société en commandite	2005	C & RR	4 839	-	-	4 839
Fonds d'investissement iNovia, société en commandite	2004	CR – TIC	4 870	-	-	4 870
iNovia Capital Inc. (anc. Gestion MSBI inc.)	2004	CR – TIC	154	-	-	154
Novacap Industries III s.e.c.	2007	IM & R	263	-	-	263
Novacap Technologies III s.e.c.	2007	CR – TIC	1 362	-	-	1 362
Total Fonds			53 674	-	-	53 674
Total au coût			248 098	163 153	1 577	412 828

Légende par secteur d'activité

CR – Santé:	Capital de risque Santé et biotechnologies
CR – TIC:	Capital de risque Technologies de l'information et des télécommunications
IM & R:	Investissements majeurs et rachats d'entreprises
Cdév:	Capital de développement
C & RR:	Coopératives et régions ressources

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 5 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2008

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (90,3 %)				
Obligations fédérales et garanties (22,2 %)				
Exportation et développement Canada	2010-06-22, 6,20 %	1 000	1 067	1 072
	2011-06-01, 5,75 %	4 662	4 866	5 111
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	3 500	3 525	3 586
Société canadienne d'hypothèque et de logement	2010-03-15, 3,75 %	1 030	1 064	1 063
	2010-09-15, 3,55 %	275	275	285
	2011-06-01, 6,00 %	3 000	3 114	3 309
	2011-09-15, 4,60 %	1 710	1 745	1 838
	2012-06-01, 3,40 %	38 000	37 460	39 734
	2013-06-15, 3,60 %	5 500	5 473	5 826
	2013-12-01, 4,90 %	11 000	11 198	12 302
	2016-02-01, 4,25 %	11 752	11 798	12 770
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 645	8 154
Total obligations fédérales et garanties		88 929	89 230	95 050
Obligations provinciales et garanties (42,6 %)				
407 International	2010-10-04, 4,90 %	500	506	508
CDP Financial inc.	2009-10-14, 4,55 %	5 000	5 115	5 147
Financement-Québec	2009-12-01, 4,75 %	15 000	15 507	15 486
	2011-12-01, 5,25 %	4 900	5 111	5 294
	2014-03-01, 4,25 %	6 217	6 164	6 535
	2015-12-01, 4,25 %	8 500	8 265	8 685
	2015-12-01, 6,25 %	300	337	343
Hydro-Québec	2009-10-27, taux variable	70 000	70 172	70 231
	2009-12-01, 3,125 %	10 000	10 120	10 175
	2011-02-15, 3,65 %	20 000	19 856	20 685
	2011-02-15, 6,50 %	4 600	5 035	5 041
	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 938	5 197
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	1 500	1 513	1 545
	2018-04-23, 4,60 %	1 000	996	1 003
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	2 000	2 013	2 098
Ontrea inc.	2011-10-31, 5,70 %	300	315	318
	2013-04-09, 5,57 %	2 000	2 085	2 136
Province de l'Ontario	2010-05-19, 4,00 %	2 950	2 977	3 048
	2011-12-02, 4,40 %	1 000	1 051	1 058
	2012-12-02, 5,38 %	750	793	825
	2013-06-02, 4,75 %	5 375	5 591	5 789
Province de Québec	2013-10-01, 5,25 %	3 000	3 178	3 298
	2017-12-01, 4,50 %	3 970	3 998	4 051
	2018-12-01, 4,50 %	1 000	975	1 006
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 143	1 183
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	1 500	1 525	1 524
Ville de Vancouver	2011-02-21, 5,85 %	150	157	162
Total obligations provinciales et garanties		177 668	179 436	182 371

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (15,8 %)				
Banque de Montréal	2012-09-04, 5,04 %	750	756	769
	2015-01-21, rachetable en 2010, 4,00 %	3 000	2 983	2 976
	2015-06-10, 5,18 %	400	394	400
	2017-08-01, 4,55 %	750	696	700
	2018-05-02, 6,02 %	750	771	765
	2021-04-21, rachetable en 2016, 5,10 %	2 000	1 956	1 769
	2023-03-28, rachetable en 2018, 6,17 %	650	614	593
Banque de Nouvelle-Écosse	2010-06-08, 4,93 %	2 000	2 016	2 054
	2013-10-30, 4,56 %	4 775	4 696	4 857
	2017-11-01, rachetable en 2012, 5,25 %	1 000	1 011	978
	2018-03-27, rachetable en 2013, 4,99 %	1 980	1 941	1 911
Banque Nationale du Canada	2018-11-15, rachetable en 2013, 5,55 %	700	695	665
	2019-12-22, rachetable en 2014, 4,93 %	500	478	444
Banque Royale	2012-08-15, 5,20 %	3 000	3 042	3 130
	2014-12-22, 4,71 %	2 600	2 591	2 641
	2015-01-25, rachetable en 2010, 7,10 %	515	528	525
	2015-06-24, rachetable en 2010, 3,70 %	6 000	5 929	5 868
	2016-04-12, rachetable en 2011, 6,30 %	5 000	5 167	5 102
	2018-11-04, rachetable en 2013, 5,45 %	920	928	893
Banque Toronto Dominion	2016-01-18, rachetable en 2011, 4,32 %	500	500	492
	2016-10-28, rachetable en 2011, 4,87 %	2 500	2 511	2 464
	2018-06-03, rachetable en 2013, 5,69 %	6 000	6 158	5 927
	2020-04-02, rachetable en 2015, 5,48 %	1 000	999	944
BNS Capital Trust	2049-12-31, rachetable en 2010, 7,31 %	1 000	1 014	1 004
Capital Desjardins	2014-03-17, rachetable en 2009, 3,89 %	2 250	2 273	2 280
	2017-06-01, rachetable en 2012, 6,32 %	1 121	1 176	1 143
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-09-09, rachetable en 2010, 3,75 %	6 000	5 928	5 787
Financière Manuvie	2016-02-16, rachetable en 2011, 6,24 %	2 625	2 688	2 688
Financière Sun Life	2022-06-30, rachetable en 2012, 6,15 %	6 500	6 706	6 504
	2023-01-30, rachetable en 2018, 5,59 %	1 000	1 001	865
Industrielle Alliance	2019-06-30, rachetable en 2014, 5,13 %	140	135	129
JP Morgan Chase & Co	2021-02-22, rachetable en 2016, 5,06 %	750	721	676
Total obligations d'institutions financières		68 676	69 002	67 943
Obligations de sociétés (9,2 %)				
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	137
Aéroports de Montréal	2012-04-16, 6,35 %	80	84	84
American Express	2010-11-12, 4,30 %	700	666	675
BCE inc.	2009-10-30, 7,35 %	3 500	3 580	3 598
British Columbia Ferry Service inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	106	100
Canadian Utilities inc.	2017-11-22, 6,15 %	500	541	526
Enbridge inc.	2013-03-25, 4,67 %	250	246	238
	2014-01-29, 5,57 %	250	254	262
	2016-08-09, 5,00 %	1 000	983	884
Encana inc.	2012-03-12, 4,30 %	1 000	980	972
	2018-01-18, 5,80 %	450	451	424
Epcor Utilities	2018-01-31, 5,80 %	489	447	448
Financière Wells Fargo	2013-12-06, 4,33 %	100	97	94
	2015-06-30, 4,38 %	500	476	453
GE Capital	2011-05-02, 4,75 %	2 000	2 013	1 973
	2013-06-06, 5,15 %	3 000	3 014	2 895
	2015-02-11, 4,65 %	1 000	979	924
	2017-01-17, 4,55 %	5 000	4 731	4 368

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Greater Toronto Airport	2017-06-01, 4,85 %	1 605	1 575	1 467
Great-West Lifeco inc.	2012-12-31, 6,00 %	200	198	189
	2018-03-21, 6,14 %	1 000	977	927
Groupe Pages Jaunes	2014-04-21, 5,71 %	400	392	380
Honda Canada Finance	2013-05-09, 5,08 %	300	301	284
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	117	115
Hydro One inc.	2011-12-01, 6,40 %	2 457	2 578	2 632
	2012-11-15, 5,77 %	939	964	997
	2016-03-03, 4,64 %	2 000	1 958	1 977
John Deere Credit	2009-06-22, 5,05 %	250	251	252
	2010-10-18, 5,25 %	400	400	401
Loblaws	2010-05-11, 7,10 %	5 000	5 183	5 194
NAV Canada	2016-02-24, 4,71 %	500	491	495
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	500	500	504
Shoppers Drug Mart	2013-06-03, 4,99 %	90	91	90
Ressources naturelles Canada	2015-06-01, 4,95 %	500	482	457
Suncor Energy	2018-05-22, 5,80 %	400	338	360
Talisman Energy	2011-01-27, 4,44 %	100	98	98
Telus inc.	2013-06-03, 5,00 %	472	462	456
Thomson Reuters Corp	2014-12-01, 5,20 %	500	493	473
Toronto Hydro	2013-05-07, 6,11 %	250	262	269
Transcanada Pipeline	2014-01-15, 5,65 %	1 000	1 035	1 025
Union Gas Ltd.	2010-06-01, 7,20 %	100	105	105
	2011-05-04, 6,65 %	118	124	124
Westcoast Energy	2013-12-30, 8,30 %	428	487	486
Total obligations de sociétés		39 693	39 659	38 812
Obligations supranationales (0,5 %)				
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2012-12-15, 4,30 %	2 000	2 010	2 122
Total obligations supranationales		2 000	2 010	2 122
Total obligations		376 966	379 337	386 298
Instruments de marché monétaire (4,9 %)				
Caisse centrale Desjardins	2009-01-05, 1,45 %	2 821	2 821	2 821
Caisse centrale Desjardins	2009-01-05, 1,55 %	18 000	17 986	17 986
Total instruments de marché monétaire		20 821	20 807	20 807
Contrats de change (-0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2009-03-30, 1,216 \$CA/\$US	40 000	\$US	s.o.
Couverture d'investissements à impact économique québécois				(330)
Total contrats de change		40 000	\$US	s.o.
				(330)

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Valeur du marché \$
Actions privilégiées (3,1 %)				
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	414
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	117
Banque Royale	Perpétuelle, taux variable	20 000	500	524
	Perpétuelle, 4,50 %	50 000	1 260	839
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	284
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	327
	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	276
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	1 829
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	408
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	165
	Perpétuelle, 3,32 %	77 800	1 970	849
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	45 400	1 011	748
Financière Manuvie	Perpétuelle, 4,10 %	75 500	2 038	1 827
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	22 000	567	362
	Perpétuelle, 4,80 %	30 300	782	486
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	2 627
	Perpétuelle, taux variable	30 000	737	750
Industrielle Alliance	Perpétuelle, taux variable	16 700	415	411
	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	242	237
Total actions privilégiées			18 713	13 480
		Nombre de parts		
Fonds de fonds de couverture (1,8 %)				
DGAM ASF, série B		145 047	11 462	7 642
Total fonds de fonds de couverture			11 462	7 642
Total autres investissements (100,0 %)			430 319	427 897

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2008

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non vérifié)

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Débiteures et avances \$	Débiteures et avances \$	
31 décembre 2008 Desjardins – Innovatech S.E.C.	57,4				
AAT inc.		14	728	-	742
Albert Perron inc.		652	883	-	1 535
Aqua-Biokem BSL inc.		936	-	293	1 229
Boisaco inc.		1 723	-	-	1 723
Concept MAT inc. et 9200-7848 Québec inc.		-	345	-	345
Corporation minière Rocmec inc.		-	-	460	460
Éocycle Technologies inc.		544	74	-	618
Équipements Comact inc.		287	762	-	1 049
Groupe Ohmega inc.		98	115	-	213
Gyro-Trac Côte Ouest inc.		-	-	451	451
Gyro-Trac inc. (9163-2521 Québec inc.)		1 311	-	-	1 311
Manufacturier Minier CMAC		17	-	160	177
Marinard Biotech inc.		29	207	-	236
Menu-Mer Itée		-	259	-	259
Produits Forestiers Lamco inc.		-	287	41	328
Autres compagnies (9) inférieures à 175 000 \$		99	298	437	834
		5 710	3 958	1 842	11 510
Fonds engagés mais non déboursés					287
					11 797

Ce répertoire, non vérifié, détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés et partenaires dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$.